

**DECLARATION DE NIAMEY SUR LA
SECURITE ALIMENTAIRE ET
NUTRITIONNELLE AU NIGER**

PREAMBULE

Du 28 au 31 Mars 2011, les Autorités de la Transition à travers la Haute Autorité à la Sécurité Alimentaire (HASA) ont organisé, sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD), le Général de Corps d'Armée, Salou Djibo, un Symposium International sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Niger (SISAN).

Le Symposium a regroupé plus de 300 participants: décideurs politiques, institutions africaines et sous-régionales, pays amis, partenaires techniques et financiers, experts nationaux et internationaux, chercheurs, cadres techniques, acteurs régionaux et locaux du développement rural, agroindustriels, autorités administratives et coutumières, ONG et Associations de développement, organisations paysannes, secteur privé....

Le symposium a traité de toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et analysé les causes conjoncturelles et structurelles de l'insécurité alimentaire, la pertinence des réponses politiques et opérationnelles apportées ainsi que les nouveaux enjeux et défis de l'accès à une alimentation saine et suffisante, pour tous et à tout moment.

A l'issue de leurs analyses et échanges, les participants ont fait des propositions de mesures et d'actions à entreprendre pour chacune des questions posées au symposium.

DE LA DISPONIBILITE ET LA STABILITE

La capacité de l'agriculture à maintenir une offre alimentaire s'est essentiellement faite par des prélèvements importants sur les ressources naturelles. Les superficies cultivées sont passées de 3 150 000 ha en 1961 à 7 253 200 ha en 2010, soit près de la moitié des 15 millions d'Ha de superficies cultivables. Si les tendances actuelles de mise en valeur des terres se maintiennent, le Niger n'aura bientôt plus de réserves foncières cultivables.

Malheureusement, le constat actuel est que les conditions d'une modernisation de l'agriculture sont loin d'être remplies. Seulement un peu plus du tiers des 270 000 ha de terres irrigables est annuellement mis en valeur. A peine 2,5% des agriculteurs utilisent des semences sélectionnées. Les quantités d'engrais minéraux apportées dans les champs de mil représentent à peine le dixième de celles préconisées par la recherche. Les rendements n'ont pas augmenté de manière significative après 50 ans d'indépendance et de politique de développement.

Pour opérer une mutation profonde et réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger, le Symposium recommande le doublement des rendements au sein des différents systèmes de productions agricoles et pastorales, dans un horizon temporel de 10 ans. Cela passera, notamment, par une plus grande maîtrise de l'eau pour les besoins de production, la gestion durable des terres et le soutien aux exploitations familiales agricoles et pastorales et par une meilleure structuration des filières.

DE L'ACCESSIBILITE

Les analyses effectuées dans différentes régions du pays font ressortir qu'une proportion importante de la population n'arrive plus à disposer d'une alimentation suffisante et équilibrée. Une personne sur 5 au Niger est concernée par cette faible capacité d'accès.

Les difficultés d'accès trouvent leur origine aussi bien dans l'insuffisance des disponibilités que dans les déséquilibres observés sur les marchés (fortes variations des prix et de l'approvisionnement des marchés).

Pour mettre fin à cette situation, le Symposium invite l'Etat du Niger à :

- ⇒ Assurer la régulation des marchés par la constitution de stocks au niveau national, décentralisé et communautaire et procéder au désenclavement des zones rurales.
- ⇒ Adopter une politique de discrimination positive permettant d'accroître le pouvoir d'achat et la capacité de résilience des groupes vulnérables. Cela implique, entre autres, la mise en place de filets sociaux pour les populations les plus pauvres et des mécanismes assurantiels permettant aux producteurs et éleveurs les plus vulnérables de faire face aux risques climatiques et économiques multiples.

DE LA SECURITE NUTRITIONNELLE

Les crises alimentaires de 2005 et 2010 ont mis en exergue, la situation grave de malnutrition qui sévit de manière endémique au Niger, notamment chez les enfants de moins de 5 ans. Environ 4 enfants sur 10 sont dans une situation de sous nutrition chronique et 1 sur 10, dans une situation de sous-nutrition aigue.

Le symposium constate et se félicite de la volonté de l'Etat du Niger à traiter de manière spécifique et vigoureuse la question de la malnutrition. Il encourage des interventions coordonnées et concertées des différentes institutions en charge de la nutrition (Ministères en charge de la santé, de l'éducation, de la santé, de la population, femmes et enfants, agriculture, du Secteur Privé, des ONG et des partenaires techniques et financiers).

Toutefois, eu égard à la nécessité de s'attaquer aux facteurs structurels induisant ou aggravant la malnutrition au niveau des populations nigériennes, notamment celle de la mère et de l'enfant, le Symposium recommande de:

- ⇒ Prendre en compte de la Nutrition dans les politiques publiques sociales et économiques. Cela implique, notamment d'élaborer et d'adopter une stratégie nutritionnelle basée sur l'approche multisectorielle et s'inscrivant dans une vision à long terme de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- ⇒ Inciter des partenariats stratégiques pour l'enrichissement des produits agroindustriels locaux en micronutriments autorisés.

- ⇒ Mener des actions de sensibilisation et de communication pour lever les pesanteurs socioculturelles qui ont un impact négatif sur l'alimentation et la nutrition de la famille.

DES SYSTEMES D'INFORMATION, DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES CRISES

Le Symposium se félicite de la performance actuelle des systèmes d'information et des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires et de leur mise en réseau au niveau ouest africain à travers le CILSS. Cependant, certaines insuffisances ont été relevées parmi lesquelles le manque de coordination, la dispersion des efforts et des moyens, l'insuffisance d'animation des comités locaux.

A cet effet, l'Etat du Niger doit :

- ⇒ Affirmer son leadership dans la coordination et la gestion de l'information et de la communication.
- ⇒ Accélérer la mise à jour du plan national de contingence volet alimentaire et nutritionnel et son opérationnalisation effective et, amener tous les acteurs à l'accepter comme cadre de référence.
- ⇒ Accélérer l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de prévention et de réduction des risques de catastrophes naturelles.
- ⇒ Dynamiser les dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire au niveau des collectivités territoriales.

DE LA GOUVERNANCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Les discussions ont porté sur la durabilité, la cohérence et la mise en œuvre des politiques, l'équité économique et sociale, les financements structurants pour les secteurs productifs, la coordination institutionnelle et les approches inclusives nécessaires à l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

DE LA DURABILITE, LA MISE EN ŒUVRE ET LA COHERENCE DES POLITIQUES

Le Niger dispose de plusieurs politiques ou stratégies relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (développement rural, commerce, santé, population, éducation ...) élaborées de façon cloisonnée. Ces politiques et stratégies comportent de nombreuses incohérences liées notamment à une insuffisance de participation des acteurs.

L'Etat du Niger doit :

- ⇒ élaborer une politique ambitieuse de sécurité alimentaire et nutritionnelle basée sur une vision consensuelle à long terme pour laquelle tous les acteurs s'engageront par des efforts conséquents, dans la continuité et la durée. Ces engagements pourraient se

concrétiser par un pacte formel à adopter par la Conférence des Décideurs et le législateur national.

DE LA COORDINATION INSTITUTIONNELLE

Le Symposium a fait le constat des faiblesses réelles dans le traitement multisectoriel des questions alimentaires et nutritionnelles, de la multiplication des institutions nationales qui en ont la charge. De plus, les des communautés à la base, les organisations paysannes et les Collectivités territoriales ne sont pas suffisamment impliqués et responsabilisés. Cela se traduit par une dispersion des efforts et souvent par un manque de cohésion et de cohérence dans les interventions.

Le symposium a tenu à souligner que la mise en cohérence des politiques et la coordination des institutions résulte le plus souvent d'un engagement politique de très haut niveau. Quelle que soit la formule institutionnelle adoptée, les principes de coordination multisectorielle, de concertation multiacteurs et de dialogue avec les partenaires techniques et financiers doivent prévaloir.

Le Symposium invite l'Etat du Niger à :

- ⇒ Rationaliser les institutions en charge de la sécurité alimentaire en tenant compte de leurs missions (urgence, prévention, développement)
- ⇒ Améliorer la Coordination entre les structures nationales impliquées dans la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- ⇒ Considérer la place et les rôles des Communes, des Communautés de base et des organisations de producteurs dans tous les systèmes et mécanismes de réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

DU FINANCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Le Symposium estime que seuls les investissements structurants au niveau des exploitations familiales, du secteur agroalimentaire et des filières agropastorales sont à même d'impulser les mutations agraires et agroindustrielles indispensables à assurer une alimentation saine et suffisante pour tous.

Aussi, le Symposium invite le Gouvernement du Niger à :

- ⇒ Renforcer la mobilisation des ressources internes, notamment à partir de la rente minière, pour la mise en œuvre des mesures prioritaires issues de la Conférence des décideurs.
- ⇒ Consacrer au moins 15% du budget national aux investissements structurants, hors fonctionnement, en faveur des secteurs productifs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

DU RENFORCEMENT DES CAPACITES, DES COMPETENCES ET DES CONNAISSANCES

Le symposium estime que pour réaliser ces mutations profondes dans le secteur agricole et agroalimentaire, le Niger doit disposer des capacités, des connaissances et des compétences appropriées pour cela.

Le Symposium invite l'Etat du Niger à :

- ⇒ Dynamiser la recherche agronomique et scientifique, réhabiliter le dispositif d'éducation et d'appui-conseil dans le domaine alimentaire et nutritionnel
- ⇒ Amener les secteurs productifs notamment privés et les décideurs politiques à renforcer leurs liens avec les universités et les centres de recherche, afin de profiter au mieux des connaissances et des innovations technologiques les plus actuelles.
- ⇒ Créer des opportunités de formation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les jeunes, en multipliant les établissements professionnels publics et privés tant pour le niveau moyen que pour le niveau universitaire.

DE L'INCLUSION ET DE L'ENGAGEMENT DES DIFFERENTS GROUPES D'ACTEURS

Le secteur privé

Le secteur privé doit être considéré comme un moteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et être traité comme tel dans les politiques publiques. A cet effet, il s'engage à jouer pleinement son rôle dans le développement de l'agriculture et l'atteinte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Néanmoins, cet engagement nécessite un accompagnement à travers une politique efficiente, un cadre incitatif en environnement des affaires adaptées à la production et à la transformation des produits agricoles.

Les organisations paysannes

Les Organisations Paysannes s'engagent à:

- ⇒ Faire du maintien et de l'amélioration de la fertilité des sols un thème prioritaire. Un ensemble d'activités de formation, informations, démonstrations sera planifié lors des 5 prochaines années.
- ⇒ Multiplier par 10 la consommation d'engrais d'ici 5 ans.
- ⇒ Faire en sorte que 25% des exploitations agricoles puisse disposer d'un plan de gestion de la matière organique.
- ⇒ Informer leurs membres des résultats du symposium
- ⇒ Traduire les engagements pris en actions concrètes et opérationnelles

Les Organisations Non Gouvernementales

Les ONG s'engagent à :

- ⇒ Jouer un rôle déterminant tant dans la mise en œuvre concrètes des actions ainsi que dans la communication auprès des plus vulnérables.
- ⇒ Poursuivre l'exploration et l'expérimentation des interventions innovantes dans des domaines peu couverts par les autres acteurs institutionnels et à communiquer les résultats encourageants obtenus afin d'être répliqués et mis à l'échelle.
- ⇒ Jouer un rôle de contre-pouvoir et relancer les autorités pour le respect de leurs engagements vis à vis de la stratégie en cours d'élaboration.

Fait à Niamey le 31 Mars 2011
Le Symposium